

Coup d'État au Mali : un colonel nouvel homme fort à Bamako

@rib News, 19/08/2020 Source AFP Un colonel de l'armée malienne, Assimi Goita, s'est présenté mercredi comme le nouvel homme fort à Bamako, au lendemain du coup d'Etat ayant renversé le président Ibrahim Boubacar Keita, un putsch unanimement condamné à l'étranger.

"Je me présente: je suis le colonel Assimi Goita, le président du Comité national pour le salut du peuple (CNSP)", a déclaré à la presse cet officier supérieur qui était apparu dans la nuit de mardi à mercredi à la télévision nationale avec d'autres militaires, sans prendre la parole. Il a estimé que son pays se trouvait "dans une situation de crise socio-politique, sécuritaire" et n'avait "plus le droit à l'erreur". - "Victoire du peuple" L'opposition malienne s'est félicitée mercredi du coup d'Etat militaire, estimant qu'il avait "parachevé" sa lutte pour obtenir le départ du président Ibrahim Boubacar Keita et se disant prête à collaborer avec la junte une transition politique. Elle s'est dite prête à fêter vendredi "la victoire du peuple malien". La coalition d'opposition du M5-RFP "prend acte de l'engagement" du Comité national pour le salut du peuple (CNSP)", créé par les militaires déshormés au pouvoir, "d'ouvrir une transition politique civile", a-t-elle indiqué dans un communiqué. Le colonel Goita ne pourra toutefois pas compter sur la moindre indulgence de la communauté internationale qui a unanimement condamné le putsch, réclamant le retour à l'ordre constitutionnel et la libération du président Keita arrêté mardi par les militaires. Les pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU ont demandé la libération "immédiate" du président renversé et "souligné la nécessité pressante de rétablir l'Etat de droit et d'aller vers un retour de l'ordre constitutionnel". Fortement engagée au Sahel où elle combat les groupes jihadistes qui ont contribué à déstabiliser le Mali, la France a, par la voix du président Emmanuel Macron, a estimé que "la lutte contre les groupes terroristes et la défense de la démocratie et de l'Etat de droit sont indissociables". "En sortir, c'est provoquer l'instabilité et affaiblir notre combat. Ce n'est pas acceptable", a-t-il poursuivi sur Twitter, en appelant à ce que le pouvoir soit "rendu aux civils". L'UA a de son côté suspendu le Mali "jusqu'au retour de l'ordre constitutionnel" et demandé "la libération du président (...) du Premier ministre et des autres responsables du gouvernement arrêtés par la force par l'armée". La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Céadéo), qui a tenté sans succès de résoudre la crise qui frappe le Mali depuis juin, a également suspendu ce pays avant une réunion jeudi en visioconférence. Elle a prévu de tenir jeudi une réunion extraordinaire de ses chefs d'Etat pour évoquer la question. L'UE a réclamé la libération "immédiate" des dirigeants arrêtés et un "retour immédiat de l'Etat de droit". "La stabilité de la région et du Mali, la lutte contre le terrorisme doivent demeurer des priorités absolues", selon elle. Washington a aussi "fermement" condamné "la mutinerie" et exigé que la "liberté et la sécurité" des dirigeants maliens et de leurs familles soient "assurées". L'Algérie qui partage 1.400 km de frontières avec le Mali et a joué un rôle important dans les pourparlers de paix dans ce pays, "réitére son ferme rejet de tout changement anticonstitutionnel de gouvernement". Autre pays du Maghreb partenaire du Mali, le Maroc a appelé à une "transition civile pacifique, permettant un retour rapide et encadré à l'ordre constitutionnel". - Halte au "vandalisme" - Ces condamnations n'ont pas dissuadé le colonel-major Ismaël Wagué, porte-parole du CNSP, de demander à ses compatriotes de "vaquer librement à leurs occupations". Il a aussi demandé "d'arrêter immédiatement les actes de vandalisme et de destruction des édifices publics". Des manifestants ont incendié mardi le cabinet d'avocat de l'ex-ministre de la Justice Kassim Tapo. Ismaël Wagué n'a en revanche rien dit sur le président Keita, dit IBK, ni le chef du gouvernement, Boubou Cissé, toujours au camp militaire de Kati, le quartier général des auteurs du coup d'Etat près de Bamako. Le calme a régné mercredi dans la capitale, qui portait encore les stigmates des incidents ayant ponctué ce renversement de pouvoir, en particulier l'incendie du cabinet d'avocats de M. Tapo. Les habitants de Bamako ont vaqué à leurs occupations, mais les administrations et les banques étaient fermées. Le président Keita, élu en 2013 puis réélu en 2018 pour cinq ans, a annoncé à la télévision publique sa démission la nuit de mardi à mercredi, puis la dissolution du gouvernement et de l'Assemblée nationale. Le colonel-major Ismaël Wagué, chef d'état-major adjoint de l'armée de l'air, a ensuite annoncé la création du CNSP, expliquant que les militaires avaient "décidé de prendre (leurs) responsabilités" face au chaos et à l'insécurité. Les militaires ont dit vouloir "une transition politique conduisant à des élections générales crédibles" dans un "délai raisonnable". Ils ont annoncé la fermeture des frontières et l'instauration d'un couvre-feu. - Respect des accords passés - "Tous les accords passés" seront respectés, a affirmé le colonel Wagué. "La (mission de l'ONU) Minusma, la force (anti-jihadiste française) Barkhane, le G5 Sahel (qui regroupe cinq pays de la région), la force Takuba (un groupement de forces spéciales européennes censées accompagner les Maliens au combat) demeurent nos partenaires", a-t-il assuré, en ajoutant que les militaires étaient "attachés au processus d'Alger", l'accord de paix signé en 2015 entre Bamako et les groupes armés du nord du pays.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});